

Transition énergétique: regardons-y de plus près!

La session de printemps 2016 des Chambres fédérales s'est terminée le 18 mars. Le Conseil national y a notamment examiné la nouvelle loi sur l'énergie, qui doit apporter la base légale nécessaire à la mise en œuvre de la Stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral. Le bilan n'est pas vraiment réjouissant. Juste après la catastrophe de Fukushima, le projet de la transition énergétique, lancé avec ardeur, avait reçu un accueil largement favorable; il a aujourd'hui beaucoup perdu de cet élan initial. Les intérêts particuliers sont maintenant au premier plan. On a en effet découvert que la transition énergétique permet de faire de l'argent de bien des manières: crédits d'encouragement pour les lobbies du solaire et de l'éolien, subventions pour l'assainissement énergétique des bâtiments, déductions fiscales pour les mesures énergétiques, etc.

De plus en plus, le débat sur la Stratégie énergétique 2050, ou sur la loi sur l'énergie, se transforme en une polémique entre les partis, qui se focalise sur des aspects secondaires du problème. C'est ainsi qu'on tire à boulets rouges sur des domaines qui relèvent pourtant de l'intérêt général, comme la protection de la nature et du patrimoine. Comme on l'a souvent constaté dans notre revue, la protection du patrimoine culturel ne fait pas obstacle à la transition énergétique. Elle suppose cependant que les acteurs de cette transition y regardent de plus près lorsqu'ils cherchent à assurer à notre pays un approvisionnement énergétique durable.

S'il convient d'examiner avec circonspection les mesures envisagées en faveur du développement des énergies renouvelables, ce n'est pas seulement pour préserver notre patrimoine culturel, mais aussi pour des raisons économiques. Le Centre NIKE a élaboré un document sur ce sujet. La Suisse ne bénéficie pas de conditions climatiques optimales pour le développement des énergies photovoltaïque et éolienne. En outre, la production des panneaux photovoltaïques consomme de l'énergie, une énergie qui vient principalement de sources fossiles. Ces deux facteurs ont une répercussion négative sur l'empreinte climatique de telles installations. Comment donc mettre en œuvre la Stratégie énergétique 2050 sans sacrifier inconsidérément notre patrimoine culturel et naturel?

Cette question devrait faire l'objet d'une discussion objective. Une telle discussion ne serait pas seulement bénéfique pour notre patrimoine culturel, mais pour nous tous. Il vaudrait donc la peine d'y regarder de plus près!

> [www.nike-kultur.ch/de/
politische-arbeit/argumentarien](http://www.nike-kultur.ch/de/politische-arbeit/argumentarien)

Boris Schibler
Rédacteur du Bulletin NIKE

Genauer hinschauen – gerade bei der Energiewende

Am 18. März ging die Frühjahrssession 2016 der eidgenössischen Räte zu Ende. Unter anderem beriet der Nationalrat das Energiegesetz, das den Rahmen für die Umsetzung der Energiestrategie 2050 des Bundesrates bilden soll. Das Fazit ist ernüchternd. Der Energiewende, nach der Katastrophe im japanischen Fukushima noch von breiten Kreisen einhellig begrüsst und mit viel Elan angegangen, ist viel von ihrer ursprünglichen Aufbruchsstimmung abhandengekommen. Im Vordergrund stehen stattdessen Partikularinteressen, was zeigt, dass sich mit der Energiewende offenbar gut Geld machen lässt: Fördergelder für die Solar- und Windkraft-Lobby, Subventionen für Gebäudesanierungen, Steuerabzüge für energetische Massnahmen etc.

Die Debatte um die Energiestrategie 2050 respektive das Energiegesetz entwickelt sich zunehmend zum Parteiengetöse, das sich vorwiegend auf Nebenschauplätze konzentriert. Dabei geraten Bereiche unter Beschuss, die eigentlich im Interesse aller sein müssten, wie etwa Natur- und Heimatschutz. Das Kulturerbe steht – das wurde in dieser Zeitschrift wiederholt festgehalten – der Energiewende nicht im Weg. Es bedingt allerdings, dass die Akteure genauer hinschauen, wenn es darum geht, eine nachhaltige Energieversorgung sicherzustellen.

Aber nicht nur die Erhaltung unseres Kulturerbes legt ein sorgfältiges Abwägen der Massnahmen für den Ausbau erneuerbarer Energien nahe, sondern auch ökonomische Aspekte. Die NIKE hat dazu ein Dokument erarbeitet. Die Schweiz hat weder für Photovoltaik noch für Windkraft optimale klimatische Voraussetzungen. Zusätzlich werden Solarmodule hauptsächlich mit vorwiegend fossiler Energie hergestellt – beides wirkt sich negativ auf die Klimabilanz solcher Anlagen aus. Wünschenswert wäre eine sachliche Diskussion darüber, wie die Energiestrategie 2050 umgesetzt werden soll, ohne mutwillig Kultur- und Naturgut zu bedrohen. Davon profitieren würde nicht nur unser Kulturerbe, sondern – wir alle. Genaueres Hinschauen lohnte sich also.

Boris Schibler
Redaktor NIKE-Bulletin